

## **Extrait des délibérations**

du Conseil départemental

**N°** CD-2022-4-1-1

**Séance du** jeudi 20 octobre 2022

### **MESURES CONCERNANT LES RESSOURCES HUMAINES**

**Présidence de :** M. BIERRY Frédéric

**PRESENTS :**

ADRIAN Daniel, BEHA Nicole, BELTZUNG Maxime, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BUFFA Jean-Claude, CLAUSS Robin, COUCHOT Alain, DELATTRE Cécile, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, DREXLER Sabine, DREYFUS Elisabeth, ELMLINGER Carole, ESCHLIMANN Michèle, FREMONT Damien, GREIGERT Catherine, HAGENBACH Vincent, HECTOR-BUTZ Isabelle, HEINTZ Paul, HELDERLE Emilie, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOULNE Monique, ISSELE Christelle, JANDER Nicolas, JENN Fatima, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KAMMERER Joseph, KLEITZ Francis, KLINKERT Brigitte, KOBRYN Florian, KRIEGER Laurent, LARONZE Fleur, LEHMANN Marie-Paule, LORENTZ Michel, LUTENBACHER Annick, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, OEHLER Serge, PAGLIARULO Karine, PFEIFFER Pascale, QUINTALLET Ludivine, RAPP Catherine, REYMANN Anne, RUCH Valérie, SCHELLENBERGER Raphaël, SCHILDKNECHT Jean-Luc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, SITZENSTUHL Charles, SUBLON Yves, TENENBAUM Anne, VALLAT Marie-France, VETTER Jean-Philippe, VOGT Pierre, VOGT Victor, WOLFHUGEL Christiane, ZELLER Fabienne, ZELLER Thomas

**EXCUSES AVEC PROCURATION :**

GRAEF-ECKERT Catherine procuration à BIHL Pierre  
KOCHERT Stéphanie procuration à VOGT Victor  
MARAJO-GUTHMULLER Nathalie procuration à MATT Nicolas  
JEANPERT Chantal procuration à MEYER Philippe  
MULLER Lucien procuration à MARTIN Monique  
STRAUMANN Eric procuration à KAMMERER Joseph  
WOLF Etienne procuration à WOLFHUGEL Christiane

**ABSENTS :**

DEBES Vincent, ERBS André, FUCHS Bruno, ZAEGEL Sébastien

Le Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

- VU l'article L 3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences du Conseil départemental ;
- VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L452-39 et L522-27 ;
- VU la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la CeA et notamment ses articles 6 et 8 ;
- VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- VU le décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur (autres filières) ;
- VU le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction publique territoriale ;
- VU le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement ;
- VU l'arrêté du 7 février 2002 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions en application du décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur ;
- VU l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur ;
- VU l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement ;
- VU le règlement général du temps de travail de la Collectivité européenne d'Alsace ;
- VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace ;
- VU l'avis de la Commission Service public alsacien et transformation de l'action en lien avec les habitants du 3 octobre 2022 ;
- VU l'avis du Comité technique réuni le 3 octobre dernier ;
- VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

#### CONSIDERANT

L'amendement « Astreinte de la DSI pour les élu.e.s » déposé le 19 octobre 2022 au rapport par le groupe « Alsace écologique, citoyenne et solidaire »

#### APRES EN AVOIR DELIBERE

- Rejette à la majorité l'amendement au rapport déposé par le groupe « Alsace écologique, citoyenne et solidaire », 4 voix pour l'adoption de l'amendement : KOBRYN Florian, QUINTALLET Ludivine, FREMONT Damien, LARONZE Fleur ;

- Approuve la nouvelle organisation de l'astreinte au sein des directions de la Communication et des systèmes d'information et du développement numérique, applicable à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022, telle que détaillée à l'annexe 1.
- Approuve le projet d'avenant n° 1, joint en annexe 2, ayant pour objet d'actualiser la convention d'adhésion au socle commun de compétences du Centre de Gestion du Bas-Rhin, et autorise le Président de la Collectivité européenne d'Alsace à le signer.
- Approuve la modification exceptionnelle au titre de l'année 2022 des ratios d'avancement aux grades d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe, et d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe,
  - Arrête en conséquence pour l'année 2022 les ratios d'avancement aux grades susmentionnés ainsi qu'il suit :
    - Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : 85 %
    - Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe : 80 %
  - Approuve le retour aux ratios d'avancement déterminés par délibération du Conseil du 31 mai 2021 à compter de l'année 2023.
- Approuve les créations d'emplois telles que présentées en annexe 3 à savoir :
  - les emplois nécessaires à l'effectivité du droit d'option des personnels transférés de la DIREST et de la DREAL ;
  - un emploi de Directeur du Foyer de l'Enfance ;
  - un l'emploi de secrétaire médico-sociale au sein de la Maison des Personnes Handicapées de la Collectivité européenne d'Alsace.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

LE PRESIDENT



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

4 abstentions : KOBRYN Florian, QUINTALLET Ludivine, FREMONT Damien, LARONZE Fleur